

**M. Whelan:** J'invoque le Règlement. Je suis persuadé, monsieur l'Orateur, que le député ne désire pas induire la Chambre en erreur. Mais nous savons tous que l'information agricole relève de la compétence provinciale. Nous nous en occupons de temps à autre au fédéral. Cependant, si nous pouvions utiliser toutes les connaissances scientifiques que nous possédons en ce moment au sujet de la conservation des sols, des méthodes de culture et des semences, et aussi toute la technologie dont nous disposons, nous pourrions en deux ans relever de 30 p. 100 la production céréalière des terres de l'Ouest qui sont actuellement cultivées. Certains agriculteurs tirent profit de toute cette technologie, mais elle n'est pas comme de tous les agriculteurs. Donc, quand nous parlons de recherche, il y a un énorme potentiel de relèvement de productivité qui n'est pas pleinement mis en valeur parce que la technologie et les connaissances scientifiques ne sont pas utilisées par tout le monde.

**M. Thacker:** Oui, cela est vrai. Voilà des échanges d'information qu'il faudrait avoir plus souvent entre députés gouvernementaux et députés d'opposition. Mais même si cette technologie n'est peut-être pas utilisée, ce que le ministre n'a pas dit, bien qu'il le sache sans aucun doute, c'est que le gros handicap à l'exportation des grains dans l'Ouest du Canada, c'est le réseau de transport. Pendant des années et des années, nous n'avons pas pu obtenir que le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux nous accordent des fonds pour développer notre réseau ferroviaire. Au cours des dernières campagnes électorales, le premier ministre (M. Trudeau) a promis qu'on doublerait la voie, mais les pouvoirs publics n'ont jamais mis les bouchées doubles pour nous donner de l'argent.

**M. Huntington:** Et le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau?

**M. Thacker:** La question qui m'intéresse vraiment concerne la création de cette société d'exportation. Je ne suis nullement convaincu qu'un tel organisme soit nécessaire, car le Canada est au fond un importateur de produits alimentaires. Je dis cela sans arrière pensée; certes, les céréales de l'Ouest nous rapportent effectivement des devises étrangères; mais si l'on considère l'ensemble des produits agricoles, le Canada n'est pas un exportateur mais bien un importateur de produits alimentaires. Il y a bien d'autres choses qui pourraient être faites dans notre pays pour atteindre l'autosuffisance dans ce domaine avant de parler d'exportations.

Ainsi, il y a de nombreuses conduites de gaz naturel qui partent de l'Alberta ou sillonnent cette province, et tous les quelques milles il y a une station de compresseur qui dégage une quantité énorme d'énergie et de chaleur. Actuellement, ce produit dérivé est évacué dans l'atmosphère; mais autour de chacune de ces stations qu'on trouve dans tout notre pays, même désormais jusque dans la région de l'Atlantique, nous pourrions avoir une plantation de trois ou quatre acres de tomates ou de concombres. C'est quelque chose que le gouvernement et le ministère pourraient faire pour récupérer l'énergie et cultiver des denrées agricoles.

**M. Whelan:** Des fleurs par exemple.

**M. Thacker:** Toutes les tomates que nous produisons ici nous permettraient de conserver des devises qui pourraient ensuite être réinjectées dans notre système au lieu d'être données à la Californie ou au Mexique. Si nous multiplions ces efforts par quatre ou cinq, nous pourrions remonter la

penne au lieu de la dégringoler comme nous le faisons actuellement.

Pourquoi ne pas nous servir de nos moyens financiers pour rentabiliser le secteur agricole au lieu de les consacrer à la création d'une société d'exportation? Pourquoi les agriculteurs ont-ils cessé de céder leurs terres à la génération suivante? Je ne cesse de le répéter. Je suis sûr que le ministre de l'Agriculture en a assez de m'entendre, de même que je suis fatigué de ressasser cela. Toutefois, en supprimant les rentes à versements invariables et les réserves de gains en capital, le gouvernement a rompu une tradition bien ancrée chez nos agriculteurs, celle qui consiste à se transmettre la terre de père en fils.

L'agriculteur tient toujours à sa terre. Elle vaut peut-être le demi-million, ou le million même, mais il ne se voit pas millionnaire. Au fond, il se voit plutôt l'intendant de cette terre. Les agriculteurs ont ceci de particulier, qu'on retrouve rarement ailleurs, qu'ils tiennent à ce que leur terre passe de génération en génération. Ils y sont vraiment attachés. Cela tient, j'imagine, au fait qu'ils y ont consacré tant d'années, que sa poussière leur a souvent rougi les yeux. Maintes fois, leurs pères et leurs grands-pères dorment leur dernier sommeil dans un coin éloigné de leur terre. Il est probable que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources compte neuf générations d'ancêtres enterrés sur la terre familiale. C'est ce qui explique le sentiment tout spécial qui lie l'agriculteur à sa terre. Mais, d'abord en imposant un impôt sur les gains en capital et ensuite en faisant disparaître le mode traditionnel de cession de la terre familiale, nous touchons une corde sensible. A mon avis, la nation y aura perdu quand, plus loin dans l'avenir, il ne nous restera plus que des sociétés. Il s'agira sans doute pour la plupart de sociétés de la Couronne.

● (1740)

Nous n'aurons pas le même sentiment de productivité. L'autre jour, lorsque j'ai dit que nous avions tort de croire que nous exporterons toujours des denrées alimentaires, j'étais on ne peut plus sérieux. Le député de Parkdale-High Park (M. Flis) a pensé que j'exagérais et que je dramatisais. Pas du tout! Il devrait savoir que son pays d'origine, la Pologne, a été, à une époque, un très important exportateur de denrées alimentaires. Les terres appartenaient à des particuliers et le pays avait l'infrastructure voulue pour garantir la production agricole, le carburant et le système de livraison des céréales.

La Pologne exportait des denrées alimentaires jusqu'à ce que l'État adopte le régime d'économie planifiée. Il ne possède pas la terre. Plus de 90 p. 100 des terres, en Pologne, appartiennent toujours à des particuliers. Cependant, une fois que le produit quitte la ferme, il tombe aux mains d'une administration centralisée. La Pologne importe aujourd'hui des denrées alimentaires. Je suis assez naïf pour croire que c'est dû au système de planification centralisée. Les bureaucrates sont sans nul doute bien intentionnés et intelligents, ils sont tout prêts à prendre des décisions concernant les conditions climatiques et les problèmes. Toutefois, il y a tant de variables que cela leur est impossible. Si on laissait cette responsabilité à un million d'agriculteurs, ils prendraient chacun ces décisions dans le contexte de leur propre exploitation agricole, ce qui se révélerait beaucoup plus positif qu'une décision prise par une administration centrale.

Nous le constatons tous les ans en Russie. Les Russes sont de gros travailleurs. Sur les 2 ou 3 p. 100 de terres auxquelles